



L'opération «récupération»

Par [Atilio A. Boron](#)

Mondialisation.ca, 10 juillet 2008

Pagina 12 / à L'Encontre 10 juillet 2008

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#)



Bush et Uribe, mars 2007, Bogota

Un rapide examen des programmes diffusés depuis le 4 juillet 2008 par les chaînes de télévision étasuniennes ou les principaux médias électroniques et imprimés brésiliens ou argentins permet de mesurer l'impact politique de l'opération de «récupération» des personnes séquestrées par les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), parmi lesquelles se trouvaient Ingrid Betancourt et trois mercenaires américains, immédiatement transférés aux Etats-Unis. Leur profil physique ne facilitait pas une campagne médiatique «démocratique-humanitaire». Au mieux, ils auraient pu illustrer l'archétype du mercenaire propre à la «privatisation» des forces militaires que le Pentagone met en œuvre aussi bien en Irak, en Afghanistan qu'en Colombie.

Les réactions du président Hugo Chavez ont étonné plus d'un de ses laudateurs européens et latino-américains. Chavez déclara, un jour après l'opération militaire de «récupération»: «Nous félicitons la Colombie. J'ai appelé Uribe et je l'ai félicité. Nous sommes à ses ordres, nous sommes à sa disposition pour l'aider jusqu'à ce que soient libérés tous les otages de la guérilla colombienne, jusqu'au dernier et pour obtenir la paix, la pleine paix en Colombie.»

Que les otages soient libérés relève d'une nécessité. Et cela depuis des années. Cette politique et cette pratique des FARC étaient et sont inacceptables; au même titre que toutes les prises d'otages faites d'une manière si courante par les forces militaires et les services secrets des Etats-Unis, avec leurs prisons secrètes dispersées dans le monde entier. Un crime contre les droits humains élémentaires qui a été dénoncé - il y a peu dans le cadre du Conseil de l'Europe - par le conseiller national radical tessinois Dick Marty.

Mais il y a un pas à ne pas franchir entre, d'une part, émettre le vœu que les otages soient libérés, prendre une position contre les prises d'otages - ce que Chavez a fait dernièrement - et, d'autre part, encenser le président colombien A. Uribe, cette figure emblématique de la répression antipopulaire en Amérique du Sud. Ce président reçoit des louanges des médias les plus réactionnaires (Fox News, par exemple). De plus, il a l'honneur d'accueillir - deux jours après l'opération «récupération» - Dick Cheney, le vice-président des Etats-Unis. Cheney est aussi l'ancien patron d'Halliburton, cette société qui a détourné des dizaines de millions de dollars publics du «projet de reconstruction» en Irak et se prépare, avec des groupes pétroliers, à piller les richesses de l'Irak «pacifié».

En outre, au-delà des discours, continuent en Colombie non seulement la volonté explicite d'écraser militairement les FARC, de réprimer toutes les personnes vaguement soupçonnées de les avoir appuyées, mais aussi les activités des paramilitaires d'extrême droite qui assassinent aussi bien les paysans réclamant quelques droits que des syndicalistes élus par des travailleurs.

A ces considérations - nous développerons dans les semaines à venir - il faut ajouter un élément important: sous l'initiative de la Colombie, de l'Argentine et du Brésil - plus exactement des forces militaires de ces pays dont l'influence, en lien avec les oligarchies et les transnationales, n'a cessé d'être très forte - se constitue une nouvelle alliance militaire prête non pas à effectuer des coups d'Etat, mais à mâter tous les soulèvements populaires. Il est significatif qu'un organe de presse comme Estado de S.Paulo (6 juillet 2008, p. C4) consacre une page entière à la formation: «d'une élite des élites de la Force nationale de sécurité, avec l'aide d'instructeurs des Etats-Unis, de Colombie et d'Israël».

Il serait temps que ceux qui publient des entretiens avec des responsables des FARC prennent connaissance des véritables développements socio-politiques dans les pays d'Amérique du Sud et entre autres en Colombie. C'est une question d'honnêteté intellectuelle et politique. Est-ce trop demander ? Peut-être. (cau)

Commençons en affirmant que la libération d'Ingrid Betancourt et des autres captifs est une bonne nouvelle. La séquestration (la prise d'otage) est une méthode qui doit être rejetée de manière déterminée, qui que soient ceux qui les commettent. Mais au même titre où la fin de ce cauchemar nous réjouit, nous inquiète l'attitude impatiente d'Alvaro Uribe de rejeter tous les échanges humanitaires proposés par diverses organisations sociales et politiques de Colombie, et cela bien que les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) aient libéré, de manière unilatérale, diverses personnes séquestrées significatives, et parmi elles Carla Rojas (qui a été libérée et a été conduite au Venezuela en janvier 2008).

Mais comment expliquer qu'une organisation de guérilla qui depuis une quarantaine d'années développe une politique de contrôle territorial dans ce pays a «rendu» les personnes séquestrées ayant une grande valeur d'échange («séquestrées d'or») sans opposer une seule résistance ?

Quelques éléments clés pour comprendre ce dénouement sont les suivants.

1° L'isolement croissant des FARC qui été accentué à partir des révélations ayant trait à la survie des séquestrés: tous étaient enchaînés, installés dans une précarité absolue continue, attachés à des arbres et placés sous une surveillance militaire permanente. Le spectacle donné par les photos d'Ingrid Betancourt était lamentable, et suscitait la compassion, la commisération. Son aspect révélant une bonne santé physique [confirmée

par les examens médicaux effectués le 6 juillet 2008] a attiré notre attention, lors de sa libération.

2° Le rôle décisif de la maîtrise des technologies de communication et de l'intelligence [au sens de l'information des services secrets] dans le déroulement d'une guerre. Ainsi l'offensive militaire de l'armée colombienne s'est appuyée sur un élément décisif: sa capacité d'interception des messages entre la direction de la guérilla et ses unités dispersées sur le territoire.

Pratiquement cela a impliqué [et implique] une atomisation des FARC, les transformant en des unités militaires qui disposaient [et disposent] d'un système de communication très appauvri entre elles. Comme le raconte Ingrid Betancourt elle-même, cette situation s'est traduite y compris dans les difficultés d'assurer l'approvisionnement en aliments des divers camps des FARC.

3° Les facteurs exposés ci-dessus ont facilité l'infiltration du personnel militaire et ce jusqu'au cœur des FARC. Cela a été démontré par l'assassinat de Raul Reyes et Ivan Rios, aux mains d'une de leur escorte; ce qui a abouti en quelques mois à l'élimination de deux des six dirigeants membres du secrétariat des FARC. La mort de Marulenda [décédé en mars 2008] a fait que le secrétariat des FARC a perdu un troisième de ses membres, et rien moins que le dirigeant de la guérilla [depuis le début des années 1950 engagé dans la lutte militaire, puis des FARC lors de leur création en 1964]. Tout cela a affaibli considérablement les FARC et les a rendues beaucoup plus vulnérables face aux opérations des services secrets.

4° La coopération des Etats-Unis - niée officiellement, mais admise par tous en Colombie - a été essentielle sur deux terrains: les communications et l'intelligence. Les deux grandes bases étasuniennes - Tres Esquinas et La Arandia - ont joué un rôle clé dans cette opération de «sauvetage».

Cela a permis que l'armée colombienne puisse arriver jusqu'aux camps où étaient détenus les otages et, sur place, tromper les responsables locaux, en leur disant qu'ils étaient les porteurs d'un ordre provenant du nouveau commandant des FARC, Alfonso Cano, un «ordre» qui indiquait qu'il fallait réunir les principales personnes séquestrées dans un seul endroit et, de là, elles devaient être conduites au campement central. L'opération se ferait avec un hélicoptère d'une ONG (organisation non gouvernementale) qui, nous le savons, avait été mise sur pied par l'armée colombienne.

Dans la mesure où les membres des FARC étaient conscients qu'existait une interception des communications par l'armée colombienne [avec l'aide de l'appareil militaire étasunien], les responsables des campements ont renoncé à faire la demande de confirmation de cet ordre auprès du secrétariat central.

5° Un rôle, non moins important, a été joué par l'énorme récompense (l'équivalent de quelque 2,5 millions de dollars) promise par le gouvernement colombien à ceux qui rendraient possible la capture d'un membre du secrétariat des FARC ou à un guérillero repent qui déciderait de s'enfuir avec des séquestrés. Ainsi la délation et la désertion ont frappé durement la guérilla [1].

En résumé, «l'opération récupération» débouche sur un énorme succès politique pour Alvaro Uribe, président de Colombie. Il faudra encore examiner, une fois tous les détails mis

en lumière, si les résultats donnés ici ne doivent pas être changés. En tant que telle, aujourd'hui, cette victoire renforce les faucons de Washington et de Bogota, ceux qui sont des partisans décidés des «solutions militaires» et facilitent les plans visant à transformer la Colombie en une très grande base militaire de l'empire, des Etats-Unis [le plan Colombie a déjà absorbé la somme de 5,5 milliards de dollars]. (Traduction A l'encontre).

[1] Toutes les informations disponibles depuis lors confirment que la régression et la démoralisation au sein des FARC, depuis quelques années, ont facilité l'achat et le retournement de cadres de cette organisation (red.)

Cet article de A. Boron a été publié dans le quotidien argentin Pagina 12, [El Rescate](#), le 4 juillet 2008.

Traduction et introduction: [À l'Encontre](#), le 8 juillet 2008.

Atilio A. Boron: Sociologue argentin, ayant une audience à l'échelle du continent. Il a dirigé durant des années CLACSO (Conseil latino-américain de sciences sociales) qui a organisé et organise toujours des recherches sur les sociétés du continent sud-américain, offre une formation académique et publie un grand nombre d'ouvrages de sciences sociales.

La source originale de cet article est Pagina 12 / à L'Encontre
Copyright © [Atilio A. Boron](#), Pagina 12 / à L'Encontre, 2008

Articles Par : [Atilio A. Boron](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca